

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Hôpital Jacques Monod - Construction du centre de Soins Médicaux et de Réadaptation

Catégorie opération 1



29 Avenue Pierre Mendès France
76290 MONTIVILLIERS

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	28/07/2023	Projet Plan Général de coordination stade APD.
2	24/07/2024	Projet Plan Général de coordination stade DCE
3	05/08/2024	Projet Plan Général de coordination stade DCE V.1
4	11/12/2024	mise à jour

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	10
1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	10
1.8 DIVERS.....	10
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
2.1 PLANNING	11
2.2 NATURE DE SOL.....	11
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	12
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	13
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	15
2.6 DIVERS.....	17
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	20
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	20
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	21
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	22
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	24
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	25
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	26
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	29
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	29
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	30
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	32
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	32

3.5.2 Travaux divers	32
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	35
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	37
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	38
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	41
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	42
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	47
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	49
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	49
5.2 CANTONNEMENTS.....	49
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	53
5.3.1 Mise en place bungalows	54
5.3.2 Cantonnement à étages.	54
5.3.3 Installation électrique.....	54
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	55
6.1 ORGANISATION.....	55
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	57
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	58
6.2.2 Interdiction de fumer	58
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	59
7.1 PPSPS	59
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	59
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	59
7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	59
8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL	61
9 Annexes	62
Projet de règlement CISSCT.....	62
Panneau : En cas d'accident.....	62

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

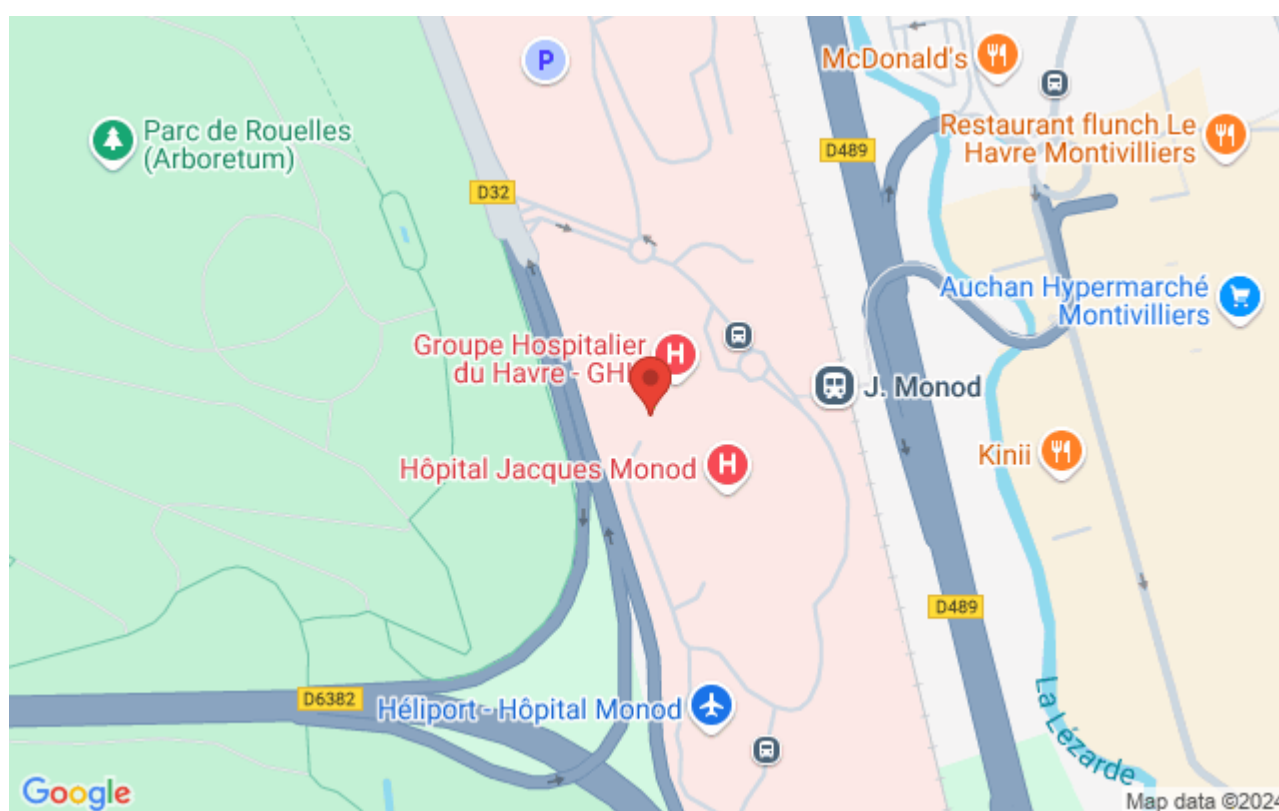
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Hôpital Jacques Monod - Construction du centre de Soins Médicaux et de Réadaptation

Hôpital Jacques Monod - Construction du centre de Soins Médicaux et de Réadaptation

29 Avenue Pierre Mendès France
76290 MONTIVILLIERS



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

NATURE DU PROJET : Hôpital Jacques Monod - Construction du centre de Soins Médicaux et de Réadaptation

L'ouvrage est constitué de deux bâtiments implantés et articulés autour d'un joint à la limite de la bande de 40 m d'éloignement de l'oléoduc. Au nord de la limite de la bande de 40 m,

- Un bloc principal constitué d'un R+2 sur vide sanitaire. Les planchers du R+1, du R+2 et de la toiture sont sous forme d'une couronne. A l'intérieur de la couronne, le plancher haut du RDC est percé par quatre patios et îlots de plantation d'arbres.

- A droite séparé par un joint de dilation du bloc principal, se trouve le bloc qui abrite le gymnase et la salle principale de kinésithérapie.

- Contigu à ce bloc et au volume principal, se trouve un troisième bloc séparé par un autre joint et qui est un RDC dont le toit est accessible par une rampe.

Au sud de la limite de la bande de 40 m, Un bâtiment logistique se développant uniquement en RDC. Il s'agit d'un ensemble de voiles et de planchers béton supportant une toiture végétalisée.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+3

Nature de la couverture / toiture

Végétalisée/Zingue

COUVERTURE METALLIQUE EN BACS SECS NERVURES.

Nature des façades

Bardage ossature bois,
BARDAGE RAPPORTE SUR FOB,
BARDAGE METALLIQUE EN BACS NERVURES.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Donneur d'ordre	GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE 55 B RUE GUSTAVE FLAUBERT GUSTAVE FLAUBERT BP 24 76083 LE HAVRE CEDEX	
Architecte	GROUPE 6 94 avenue ledru-rollin 75011 PARIS 11EME ARRONDISSEMENT	TEL : 04 76 96 45 90
Inspection du travail	DDETS 79, Rue Jules Siegfried 76600 Le Havre	TEL : 02 35 21 60 05
OPPBTP	OPPBTP 28 rue Martin Luther King Immeuble La Marseillaise, 1 14280 SAINT CONTEST	TEL : 0231442361
CARSAT	/ CARSAT NORMANDIE 5, avenue du Grand Cours CS 36028 76028 ROUEN	

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - STRUCTURE - CLOS COUVERT
- N°1A - Fondations spéciales - GO - Terrassement
- N°1B - Charpente bois
- N°1C - Charpente métallique
- N°1D - Bassin inox
- N°1E - Balnéothérapie

- N°02 - CLOISONS - MENUISERIES INTERIEURES - PLAFONDS
- N°2A - Cloisons- doublages
- N°2B - Menuiserie intérieure
- N°2C - - Plafond
- N°2D - Rails lève-malades
- N°03 - Serrurerie – Brises-vues
- N°04 - Signalétique
- N°05 - Revêtements de sols durs
- N°06 - Revêtements de sols souples
- N°07 - Peinture
- N°08 - Electricité CFO- CFA- GTB
- N°09 - CVCD - PLOMBERIE
- N°9A - Chauffage - Ventilation - Climatisation – Désenfumage
- N°9B - Plomberie
- N°9C - Chambre froide
- N°10 - Fluides médicaux
- N°11 - Ascenseurs
- N°12 - OUVRAGES EXTERIEURS
- N°12 A - VRD
- N°12 B - Espaces verts

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 22 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 25.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 1 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994 avec constitution d'un CISSCT.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

L'opération de catégorie 1 est soumise à CISSCT, dont le projet de règlement est en annexe.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l'opération, le maître d'ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs(par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable(durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance de ces salariés.

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Voir articles 1.4 et 7.4.

1.8 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Les travaux se déroulent en site vierge inoccupé à proximité de l'Hôpital Monod.

Les travaux ne devront pas créer de gênes pour les riverains et activités à proximité--> Des cloisonnements et balisages physiques devront être mis en place afin de séparer les flux chantier/domaine public et interdire l'accès aux zones de travaux.

> L'accès au chantier sera depuis la route de Rouelles avec l'ajout d'un accès supplémentaire.

> Aucun engins devront survoler les voies SNCF situées en limite de parcelle ainsi que la réalisation de tout travaux en dehors de la parcelle.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol :

- Rapport G2 AVP réalisé par GEOLIA / N°G230449 reçu le 07/07/2023.

Ce document sera transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

Points particuliers :

- Niveau d'eau en sous-sol et incidence sur les travaux.

Terrassements et Soutènement:

Un terrassement en grande masse sera fait pour la réalisation du vide sanitaire et du sous-sol. (Exécution des fouilles de 2.5/3 m environ) La fouille recoupera principalement des matériaux sablo-limoneux dont il conviendra d'assurer la stabilité.

Le rapport précise que ces travaux devront être associés à une gestion soignée et justifiée de la nappe.

Les déblais jusqu'au fond de fouille pourront être réalisés à l'aide d'une pelle mécanique. Selon le rapport, la présence éventuelle d'éléments et/ou de niveaux indurés de toutes tailles dans les remblais et les sols en place peut poser des contraintes qui pourraient nécessiter l'utilisation d'engins désagrégateurs tels que des BRH.

La pente maximale du talus ne devra pas dépasser 2/3 (hauteur/base) et tout talus dont la hauteur dépasse 3 mètres devra être soumis à une étude spécifique. Si les contraintes du site ne permettent pas la construction de talus, il est possible d'opter pour un système de soutènement provisoire tel que les "Voiles exécutés Par Passes Alternés" avec bétonnage et butonnage à l'avancement.

Pour aider les entreprises à adapter leurs analyses de risques dans le cadre de la préparation des travaux et PPSPS

Prérequis pour le démarrage :

- Avis sur la stabilité des avoisinants (vibration, approche, périmètre de sécurité, modification / décompactage du sol...)

[A la charge des entreprises](#)

- Résistance des voiries / plateformes pour accès des engins et piéton

[A la charge du LOT VRD](#)

- Phasage précisant les mesures prises pour assurer les flux piéton / engins dissociés

[Voir plan d'installation de chantier](#)

- DT / DICT => [Transmettre le N° de DT au CSPS](#)

DT à réaliser par le maître d'ouvrage.

[DICT à la charge de chaque entreprise concernée](#)

- Zone attribuée pour le stockage des hydrocarbures (dans l'éventualité d'un stockage)

[Voir Plan d'Installation de Chantier](#)

- Analyse du sol, (pollution, nappe, structure, ...) en adéquation avec les zones et profondeur de travaux et recommandations en matière d'hygiène et sécurité

[A la charge des entreprises concernées / Lot VRD / GO, sous contrôle du GEO TECHNICIEN au titre de la mission G4.](#)

- Investigations relatives aux vestiges de guerre

[A la charge du Lot VRD / GO, suivant nécessité.](#)

- Périmètre de sécurité et éventuelles restrictions relatives au site existant (voie pompier, incompatibilité de travaux, ...)

[A la charge des Entreprises concernées](#)

- Le phasage pour avis et harmonisation des PPSPS

- Plan de circulation à soumettre en mairie (pour la rotation des camions, ...)

[Voir Plan d'Installation de Chantier](#)

- Toutes informations relatives aux particularités (historique, contraintes du site)

- Diagnostic Plomb et amiante pour l'ensemble des ouvrages, réseaux et enrobés, HAP...

[Suivant Diagnostics](#)

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **LOTS FONDATION SPECIALES + GROS OEUVRE + VRD AMENAGEMENTS EXTERIEURS**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé sur la parcelle.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux : **LOTS FONDATION SPECIALES + GROS OEUVRE + VRD AMENAGEMENTS EXTERIEURS**

Les intervenants devront être habilités AIPR (intervention à proximité des réseaux)

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les bases vies sur site d'intervention sont à faire valider et seront disposées suivant les zones en travaux. Elles seront indiquées sur le PIC mis à jour.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	P.I.C. à produire		MOE phase conception GROS OEUVRE phase réalisation	GROS-OEUVRE
Clôture	Sur voie publique : Clôture type "grillagée HERAS " ou similaire de 2 mètres de hauteur Mitoyenneté : Clôture type "HERAS" ou similaire de 2 mètres de hauteur --> Toutes les clôtures seront reliées , stabilisées dans plots bétons et verrouillées entre elles par colliers.	En périphérie du site	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Portail et portillon	Portail et portillon fermés par serrure à clé ou par une chaîne et cadenas à code.	Suivant PIC	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Homme trafic	Responsable du lot réceptionnant le véhicule à l'entrée du chantier et conformément au DHOL	Sortie de chantier et circulation engins sur site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Dévoisement voirie publique	A définir Selon PIC			

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Panneaux de signalisation, règles mentales (sortie de camion, panneaux d'interdiction de chantier, interdiction de stationnement, panneaux de consignes de sécurité). Outre les panneaux de chantier que l'entreprise doit mettre en place, à l'entrée du chantier, un panneau supplémentaire devra être installé par l'entreprise principale pour permettre l'affichage de la déclaration préalable à l'ouverture des travaux défini à l'article R4213-2 du code du travail	Sur l'ensemble des zones chantier et base vie	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Grue et engin de levage	A définir en phase de préparation		GROS-OEUVRE ETANCHEITE - BARDAGE - COUVERTURE MENUISERIES EXTERIEURES TOUS LOTS selon besoins	GROS-OEUVRE ETANCHEITE - BARDAGE - COUVERTURE MENUISERIES EXTERIEURES TOUS LOTS selon besoins

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Divers	<p>La route de rouelles devra en aucun cas être fermée ou encombrées par les livraisons / engins ... , elle reste en fonctionnement pour les services de secours avec un accès par un portail existant menant directement à l'hôpital.</p> <p>Cette route est également empruntée par les bus.</p>	A indiquer dans le PIC avec signalisation routière à prévoir.	GROS-OEUVRE / CHAQUE ENTREPRISE	GROS-OEUVRE / CHAQUE ENTREPRISE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Les travaux se déroulent en site occupé en exploitation suivant les différents flux de circulation/livraisons/SAMU et autre.

Les abords et les sorties du chantier seront maintenu dans un état de parfaite propreté. Dès la période de préparation, l'entreprise du Gros Oeuvre désignée par le maître d'Oeuvre élaborera en accord avec les différents services, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de fluidifier le trafic qui reste maintenu à la périphérie du chantier.

Ce plan de circulation précisera notamment :- La localisation des clôtures et des portails, ainsi que le repérage des entrées/sorties- Les gabarits des véhicules admis sur le chantier,- Les cheminements et les stationnement utilisables et interdits en séparant clairement qui sont réservés aux véhicules et ceux mis à la disposition des piétons,- La position des panneaux d'orientation, d'information et de signalisation,- L'implantation de la base vie et parking chantier.

Les entreprises veilleront à ne pas gêner le fonctionnement du site. Les zones de chantier devront être cloisonnées et balisées par les panneaux réglementaires. Toutes les mesures nécessaires seront prises afin de laisser libre les accès au chantier et ne créer aucune gêne pour la circulation des usagers de la route. Le stationnement des véhicules de chantier ne devra pas gêner l'entrée au site, ni la circulation sur les voiries.

Charge admissible : Charge admise pour les camions de transport de matériaux selon la réglementation de la Commune de Montivilliers / Harfleur.

Prise en compte de l'environnement : Hauteur Gabarit suivant la présence de deux ponts , ligne électriques aérienne.

Présence voie SNCF .

Il en sera de même pour les chauffeurs et véhicules ou camions de livraison qui devront être systématiquement muni du DHOL à jour.

VOIE PUBLIQUE

Etat des lieux avant travaux à faire avec le maitre d'ouvrage

Nettoyage en permanence à mettre en place

Maintenir la voirie en bon état de propreté (bâchage des véhicules, nettoyage des roues, rince goulotte, lave botte...)

Déchets évacués par l'entreprise

Signalisation d'approche (engins, sortie de véhicule, ...)

ARRETE DE VOIRIE

Arrêté de voirie pour la mise en sécurité du public et des tiers

-> Eloigner le public des zones de danger

A afficher, respecter, à actualiser, à mettre à jour sur le PIC évolutif à l'entrée du chantier

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	L'accès piétons et véhiculesse feront depuis l'entréeprincipale du chantier : A définir lors de la réunion de préparation selon l'implantation de la base vie et les accès aménagés	GROS-OEUVRE /VRD	GROS-OEUVRE /VRD
Accès secondaire	Sol stabilisé afin de faire rouler les engins de chantier ainsi que les camions de livraisons	GROS-OEUVRE /VRD	GROS-OEUVRE /VRD
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP Les salariés devront être en possession de la carte d'identification professionnelle des salariés du BTP selon le Décret n° 2016-175 du 22 février 2016	L'ensemble des compagnons devra être détenteur de la carte conformément à la réglementation en vigueur	Chaque entreprise est responsable pour l'ensemble de ses salariés
Liste du personnel	Chaque entreprise seraredevable, de la tenue deslistes des personnesshabilitées à pénétrer sur lesite.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Disposition en cas de litige ou défaillance

2.6 DIVERS

L'entreprise du Lot GROS OEUVRE mettra en œuvre les protections collectives, palissades, balisage et affichage afin d'interdire l'accès de la zone chantier au public. Les clôtures seront liaisonnées entre elles par collier et verrouillées

Les entreprises devront veiller à maintenir les accès existants en service.

Le panneau de chantier est à la charge du Lot GO : devront figurer toutes les entreprises et organismes + sous traitants éventuels.

APPROVISIONNEMENT & LIVRAISON

Approvisionnement à l'avancement.

Respect des cheminements définis

Approvisionnement manuel

Port des EPI, privilégier les auxiliaires de manutention, adéquation entre effectif et charge à transporter, formation geste et posture du personnel

Eviter le risque TMS

Rappel limite charges & Recommandations CNAMTS

25 KG + Aptitude médicale

Les chauffeurs des camions de livraison ou de reprise de matériel doivent garer leur véhicule sans gêner la circulation et se présenter au chef de chantier de l'entreprise intéressée pour se faire indiquer la ou les zones de déchargement.

Les livraisons sont soumises à protocole de chargement / déchargement.

L'entreprise qui accueille la livraison doit s'assurer du respect des règles de sécurité (EPI, quai de déchargement, pas de survol, ...)

Les modalités d'accueil des livreurs doivent être précisées dans les PPSPS (prise en charge, accompagnement, vérification du port effectif des EPI, ...)

Aucune manœuvre ne doit être effectuée, à l'intérieur ou à proximité du chantier sans guide de manœuvre parfaitement visible du chauffeur

Un balisage conforme doit être installé de part et d'autre de la zone de déchargement

Les chauffeurs sont sous la responsabilité de l'entreprise ayant commandée la livraison et seront équipés des EPI adéquats. Le chef de chantier indiquera au livreur préalablement les risques auxquels il peut être soumis.

Les livreurs sont également soumis aux règles du chantier, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'ils portent les EPI adéquats dès lors qu'ils quittent leur cabine, et qu'ils restent sur la zone de déchargement uniquement. Sinon c'est à vous de leur fournir les EPI manquants. De plus, ils sont sous votre responsabilité, c'est donc à vous de leur donner toutes les consignes adéquates.

Les moyens d'approvisionnement seront adaptés afin de ne pas démontrer les protections collectives => Le Promoteur organise la mise en place de recette adaptée et permettant le maintien des protections collectives.

Le déchargement des camions devra se faire en prenant les mesures de prévention liées aux risques de chute de hauteur depuis le camion ou le matériel; idem pour élingages du matériel => Les équipements doivent rester stables et solides à chaque étape de l'opération.

Condamner les zones de travail,

Tenant compte de la pénibilité au travail et des contraintes liées aux protections collectives, le Promoteur précise aux entreprises les choix retenus en matière de moyens de manutentions

CONSIGNES PARTICULIERES

- Pour mémoire, chaque entreprise doit donner les instructions spécifiques à ses salariés, ses prestataires et livreurs... afin de connaître les risques qu'ils sont susceptibles de rencontrer sur le chantier

- Chaque responsable d'entreprise doit s'assurer que les zones où est appelé à intervenir son personnel sont bien équipées de protections collectives contre les chutes de hauteur et que ces protections sont adaptées à l'intervention de l'entreprise.

En aucun cas, le personnel ne doit intervenir dans une zone non ou mal protégée.

RAPPELS DE 3 NOTIONS IMPORTANTES LIEES A LA REGLEMENTATION FRANCAISE

DROIT DE RETRAIT

Tout salarié ou groupe de salariés peut se retirer d'une situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour lui ou les autres (article L.4131-1 du Code du Travail). Tant que persiste la

situation de travail présentant un danger grave et imminent, l'employeur ne peut demander au salarié de reprendre son activité (article L.4131-1 du Code du Travail) Face à un danger grave, imminent et inévitable, l'employeur doit prendre les mesures et donner les instructions nécessaires pour permettre aux salariés d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement le lieu de travail.

DEVOIR D'ALERTE

Le travailleur alerte immédiatement l'employeur de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de

penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection

MESURES A PRENDRE PAR L'EMPLOYEUR

Les mesures à prendre par l'employeur concernent à la fois les préventions collective et individuelle des risques d'atteinte à la santé :

- l'aménagement des postes de travail (exemple : chauffage adapté des locaux de travail lorsqu'ils existent ; accès à des boissons chaudes, moyen de séchage et/ou stockage de vêtements de rechange ; aides à la manutention manuelle permettant de réduire la charge physique de travail et la transpiration) ;

- L'organisation du travail (exemple : planification des activités en extérieur ; limitation du temps de travail au froid, dont le travail sédentaire; organisation d'un régime de pauses adapté et un temps de récupération supplémentaire après des expositions à des températures très basses) ;

- les vêtements et équipements de protection contre le froid (exemple : adaptation de la tenue vestimentaire, qui devra permettre une bonne protection contre le froid sans nuire aux exigences inhérentes à la tâche à effectuer (mobilité et dextérité pour l'essentiel). La tenue adoptée devra, par ailleurs, être compatible avec les équipements de protection individuelle prévus pour d'autres risques (travail en hauteur, protection respiratoire...) lorsqu'ils sont utilisés conjointement avec les vêtements de protection contre le froid.

- En cas d'utilisation, dans des locaux professionnels, d'appareils générant du monoxyde de carbone (appareils à moteur thermique), l'employeur devra veiller à ce que les préconisations faites dans le cadre de la fiche dédiée au monoxyde de carbone soient mises en œuvre (cf. fiche 10 circulaire interministérielle). Il devra y être d'autant plus vigilant que les travailleurs exercent une activité dans des locaux de travail fermés (exemple : bâtiment en chantier (dont les ouvertures ont pu être volontairement obturées du fait des basses températures extérieures).

CONSIGNES DE SECURITE EN CAS DE VENT

En cas de tempête ou de vent violent (rafales), les dispositions nécessaires seront prises pour assurer en permanence la stabilité des éléments en cours de levage et la sécurisation du matériel en attente et stocké pour éviter tout envol. => Soir et WE ou avant une période d'absence
L'encadrement doit suivre les prévisions météo et bulletin locaux. Prendre toutes les dispositions pour prévenir les accidents (envol, déstabilisation, ...)

AVOISINANTS ET ENVIRONNEMENT

Présences d'ouvrages avoisinants :

Il y a lieu de garantir notamment pour l'ouvrage et ses Avoisinants

-la stabilité de la structure et des avoisinants tout au long du processus de travaux (terrassement, charpente, ..)

-la stabilité et auto portance de l'ouvrage et avoisinant pour la phase de travaux

-la stabilité et résistance de l'ouvrage et avoisinant pour les futures travaux de maintenance

L'entreprise devra se baser sur une étude technique. La méthodologie devra être avalisée par son bureau de contrôle qui tiendra en compte des avoisinants et de tous les éléments environnementaux, de la résistance et stabilité des ouvrages à chaque étape du processus de travaux.

A soumettre pour avis au bureau de contrôle indépendant désigné par le MOA

PIC

Liste des indications à transcrire sur le plan d'installation de chantier (liste non limitative, à compléter suite VIC)

Outre l'encombrement des bâtiments à construire et les limites du terrain concerné, les principales indications à faire figurer sur ce plan sont les suivantes :

emplacement du poste de fabrication du béton : bétonnières, parc à agrégats, silo à liants, avec indication des surfaces occupées ;

emplacement de la (ou des) grue(s), avec indication de l'emprise cotée de la voie et tracé de l'aire de balayage de chaque grue ;

tracé des voies d'accès, entrées et sorties des véhicules, tracés intérieurs au chantier permettant aux différents engins de circuler ;

emplacement des locaux avec indication des surfaces réservées au personnel (cantines, sanitaires, vestiaires, etc.) ;

emplacement des locaux réservés au stockage de petits matériels ;

emplacement du local « rendez-vous de chantier » ;

emplacement des aires de stockage pour la terre végétale, pour des remblais ou des matériaux ;

emplacement des aires de stationnement des engins ou véhicules ;

emplacement des postes de préfabrication ou simplement de ferrailage ou de préparation du travail ;

tracé des circuits provisoires d'alimentation et d'évacuation en électricité, eau, air comprimé, téléphone, drainage, eaux usées, etc. ;

désignation des arbres à protéger et indication des clôtures à placer autour ;

tracé de la clôture de chantier et indication des entrées et sorties de véhicules.

Nota. - Lors de l'élaboration du plan d'installation de chantier, il est très important de savoir si la voirie sera exécutée de façon provisoire sur le tracé définitif ou si elle ne sera exécutée qu'en fin de chantier. Cette décision s'inscrit parmi celles qui conditionnent l'organisation générale du chantier. En effet, chaque fois que cela est possible, il apparaît souhaitable d'exécuter une voirie provisoire afin de faciliter la circulation des véhicules sur l'ensemble du chantier.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les autorisations d'accès sur le chantier doivent être limitées aux seules entreprises déclarées (y compris les sous-traitants) qui doivent établir la liste nominative.

Les sous traitants devront être préalablement agréés par le Maître d'Ouvrage.

Dispositions à prendre par chaque entreprise :- port de vêtements ou avec le nom de l'entreprise- port du casque avec le nom de l'entreprise- Identification des engins, véhicules et matériel- Inscription des salariés sur le registre unique du personnel de chaque entreprise- Détention de la carte d'identité et/ou professionnelles de type carte BTP ,par chaque salarié intervenant sur le chantier- Mise en place des panneaux d'interdiction d'accès aux personnes non autorisées

L'accès à la base vie sera à définir selon son implantation :

- situé hors emprise du chantier, les cheminements de circulation base vie/poste de travail seront balisés et signalisés
- --> Situation à définir lors de la réunion de préparation : emplacement mis à disposition par l'aménageur

Ces cheminements seront intégrés dans le PIC.

Les circulations piétonnes et véhicule devront restées propres et dégagées pendant toutes la durée des travaux.Elles devront rester dans un état acceptable (boue, nid de poule...) et donc être préparées convenablement et entretenues.

Les voiries aux abords du chantier devront être nettoyées régulièrement. Aucun gravats / boues ne devra rester sur les routes.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins à l'intérieur du chantier :

- chaque manœuvre dans l'enceinte et sur la voie du chantier devra être dirigée par un homme de trafic - toute manœuvre sur la voie de circulation est interdite - les entrées et sorties du site se feront sous la direction d'un homme de manœuvre

Zones de circulation (nacelle, engin de chantier, grue mobile) :

- les zones de roulement devront être réalisée de manière conforme à la réglementation pour permettre la circulation d'engin et de largeur suffisante (notamment en pied de façade 3,00 m minimum) - les trous, aspérités issus des travaux devront être supprimées par le lot chargé de sa mise en œuvre avant intervention des travaux en façades

L'entreprise du Lot GROS OEUVRE mettra en œuvre les protections collectives, palissades, balisage et affichage afin d'interdire l'accès de la zone chantier au public.Les clôtures grillagées seront liaisonnées entre elles par collier et verrouillées

Les entreprises devront veiller à maintenir les accès existants en service.

CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

En phase préparatoire

Aire stabilisée.

Dissociation physique des flux à organiser

En fouille

Accès piétons en nombre suffisant par escalier,

Protection contre ensevelissement et venue d'eau,

Protection contre fouille étroite avec blindage si fouille supérieure à 1.30m ou risque d'éboulement,
Pas de stockage et circulation d'engin / véhicules en bord de fouille (1.00m minimum)
Protection de la fouille contre la chute (attention un balisage n'est pas suffisant ...)

Sur chantier de BTP

Trémie et obstacle à protéger et à signaler

Dispositifs d'accompagnement pour les déplacements et manutentions (plancher jointif ...) à organiser

Accès par sapine d'accès (pas d'échelle) . Appro via recette sécurisée

Accès définitifs installés au plus tôt.

Général

Circulation piétons type pied sec.

Circulation des piétons et engins dissociés et éclairés

Maintenir les accès désencombrés de tout obstacle

Les zones allouées à chaque entreprise doivent être matérialisées, signalées avec la mise en place d'une signalétique à l'intérieur et à l'extérieur des zones d'intervention (nature du risque, personne à prévenir, etc...)

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation du site à chaque salarié.	Premier accès au site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Voie intérieure	Voie de circulation stable et compactée permettant le cheminement des poids lourds	De l'entrée du chantier aux aires de stationnement et accès à la base-vie	GROS-OEUVRE /VRD	GROS-OEUVRE /VRD
Aire de livraison	Zone stable, compactée, horizontale et balisée	A définir sur le P.I.C.	GROS-OEUVRE /VRD	GROS-OEUVRE /VRD
Aire de stationnement	Zone stable, compactée, horizontale et balisée	A définir sur le P.I.C.	GROS-OEUVRE /VRD	GROS-OEUVRE /VRD
Signalisation	Signalisation routière et piétonne	Sur l'ensemble du site	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Homme de manœuvre	Responsable de la réception de livraison	Sur l'ensemble du site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore et feux de recul pour tout engin de chantier		CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Nettoyage avant sortie	Nettoyage des roues avant sortie du chantier (lave roue à prévoir)	Sur l'ensemble du site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Cantonnement principal pour l'accueil des salariés de toutes les entreprises.	Cantonnement du chantier.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Accès au cantonnement	Cheminement piéton en revêtement stabilisé et balisé.	De l'entrée piétonne jusqu'à la base vie	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Cheminement cantonnement/chantier	Cheminement piéton en revêtement stabilisé et balisé.	De l'entrée piétonne jusqu'aux postes de travail	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Séparation piétons/véhicules	Balisage rigide (barrières / Chainettes)	En périphérie des voies de circulation	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Protection accès chantier	Chantier clos et indépendant Portail par grille type HERAS avec système de verrouillage	PIC Selon	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Escalier provisoire	Sapine d'accès - monté par du personnel habilité selon les normes en vigueur - vérification de conformité de montage à réaliser par service compétent avant toute utilisation	Selon PIC	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Escalier définitif	Escaliers béton préfabriqués posé à l'avancement des élévations	Selon plan exé	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE CHAQUE ENTREPRISE après le départ du LOT GO
Cheminement sur chantier	Mise en place de platelage de franchissement des tranchées avec protections collectives	Au droit de chaque franchissement de tranchée	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Eclairage	Luminaires provisoires étanches ou éclairage type guirlande à LED A l'avancement des élévations	Zone de circulation principale (intérieur et extérieur des bâtiments)	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Signalisation	Signalisation piétonne Point de rassemblement	Ensemble du site Au niveau de la base vie	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Lift/ascenseur/monte-charge	A définir <ul style="list-style-type: none"> • Lift pour les travaux en façade • Ascenseur mis en service pour accès et approvisionnement intérieur Equipement à mutualiser	PIC Selon	A définir pour l'installation	GROS-OEUVRE pour le LIFT ASCENCEUR pour les ascenseurs

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès couverture/terrasse	Installer les accès définitifs au plus tôt: - L'accès aux toitures doit se faire depuis une tour escalier de 1,2 m de largeur minimum afin de permettre le passage des brancards; - Accès par l'extérieure du bâtiment au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Mise en place de sapine d'accès	Au pied de l'ouvrage	LOT COUVERTURE / ETANCHELITE	LOT COUVERTURE / ETANCHELITE
Auvent protection accès	SAS de protection en plaques fixes et rigides - Verticales pour éviter accès échafaudages - Horizontales pour éviter tous risques en cas de chute de matériel ou matériaux	Au droit des entrées de bâtiment	A définir ITE / BARDAGES	A définir ITE / BARDAGES

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Les moyens de manutention envisagés par les entreprises seront décrits précisément dans le PPSPS en précisant notamment le matériel de manutention, les recettes et les mises en commun envisagées. L'installation d'un moyen de manutention, levage sur chantier (monte-matériaux, treuils, grue mobile ou à tour...) doit être soumise systématiquement à l'accord du coordonnateur avant réalisation, pour en étudier les interférences et ce après étude par le lot utilisateur de la méthodologie d'installation, la stabilité au sol, les zones d'interdiction de survol...

STOCKAGE

Matériel amené à l'avancement dans zone de stockage suivant le plan d'installation de chantier ou uniquement dans la zone de travaux pour les besoins du jour. Les cheminements doivent demeurer libres et sans obstacles à l'avancement.

- Les produits dangereux doivent être identifiés et sur bac de rétention.
- FDS (Fiche de Donnée de Sécurité) sur site, fournir dans le PPSPS synthèse des FDS avec produits, risques et mesures de prévention liées aux produits;
- EPI suivant FDS
- Ne pas stocker des produits pouvant avoir une interaction entre eux, l'un à côté de l'autre (se rapprocher des FDS),
- Protéger les stockages contre l'envol & les chutes

- Assurer la stabilité des zones de stockage (résistance du support, pas de stockage sur garde corps ou en équilibre, ...)
- Assurer les livraisons au « juste nécessaire » pour rendre les approvisionnement à pied d'oeuvre compatible avec les recette à matériaux (si présence) & PV des moyens mis en commun (y compris circulation horizontale)

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Grue à tour	Cf Notice d'Organisation de Chantier A définir lors de la période de préparation	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE + LOT suivant convention de prêt	GROS-OEUVRE
Grue automotrice	Cf Notice d'Organisation de Chantier A définir lors de la période de préparation	GROS-OEUVRE	TOUS LOTS selon besoin après repli grue GO	A charge des entreprises intervenantes Grutier entreprise prestataire Appareux de levage spécifiques à charge des entreprises utilisatrices - Normés et en bon état - Vérification périodique à jour de validité - Utilisation par du personnel habilité
Recettes à matériaux	Cf Notice d'Organisation de Chantier A définir lors de la période de préparation A chaque niveaux et implantation selon besoins	GROS-OEUVRE	TOUS LOTS selon besoin Approvisionnement par grue GO	A charge des entreprises intervenantes

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareux commandement de manoeuvre
Lift/ascenseur/monte-charge	Cf Notice d'Organisation de Chantier A définir <ul style="list-style-type: none"> • Lift pour les travaux en façade • Ascenseur mis en service pour accès et approvisionnement intérieur Equipement à mutualiser	GROS-OEUVRE pour le LIFT ASCENSEUR pour les ascenseurs	CHAQUE ENTREPRISE selon besoin	Chaque utilisateur devra être formé à l'utilisation du lift
Treuil électrique	selon localisation travaux	TOUS LOTS selon besoin	TOUS LOTS selon besoin	A charge des entreprises intervenantes
Camion auto-déchargeable	Tous les lots	Au droit des zones de livraisons	CHAQUE ENTREPRISE	
Chariot élévateur	Tous les lots	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	
Autres moyens	Nacelle Bi-mâts	BARDAGE	Chaque entreprise selon besoins	Salariés habilités et qualifié.

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

L'entreprise prestataire devra transmettre un plan d'adéquation et un mode opératoire des levages

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

En cas de prêt de la grue à tour et/ou d'une grue mobile et d'une nacelle bi-mât, une convention sera rédigée entre les deux entreprises.

L'engin sera piloté par le titulaire du lot.

L'élingage sera assuré par le personnel du lot utilisateur, personnel formé et habilité.

INTERDICTION DE SURVOLER DES ZONES HORS CHANTIER AVEC UNE CHARGE Y COMPRIS LA VOIE SNCF. **INTERDICTION DE SURVOLER LES BÂTIMENTS EN EXPLOITATION AVEC UNE CHARGE.**

Dispositions générales : L'organisation des manutentions et des moyens de levage (qui sera abordée pendant le mois de préparation de chantier) est à la charge de chaque entreprise, mais doit être cohérente avec l'organisation et le plan d'installation du chantier. Si un engin est cité dans le tableau ci-dessus, l'entreprise utilisatrice doit en informer l'utilisation aux autres entreprises intervenantes sur le chantier afin de permettre la mise en place de procédures, notamment lorsque :

il est inévitable de transporter des charges au-dessus des personnes (Art R4323-36), la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation (Art R4323-37), deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées des installations ou montées sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent (Art R4323-38).

Principaux risques relatifs aux appareils et installations de levage : La mise en œuvre de tous ces appareils et installations génère des risques parmi lesquels peuvent être cités :

le renversement de la charge, la retombée du chargement, le basculement de l'appareil, les heurts avec la charge, avec l'appareil, avec les organes mobiles, lors de la chute d'objet, les chutes de personnes de

hauteur, de plain-pied, les risques résultant de la présence d'énergie : électrique, hydraulique, pneumatique, l'existence d'un confort insuffisant et de mauvaises conditions de travail. Rappel : en application de l'article R4323-56 du Code du travail, pour la conduite des équipements de travail appartenant aux catégories énumérées ci-dessous, les travailleurs doivent être titulaires d'une autorisation de conduite pour :

grues à tour et grues mobiles, grues auxiliaires de chargement de véhicules, chariots automoteurs de manutention à conducteur porté, plates-formes élévatrices mobiles de personnes, engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté. L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'entreprise, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants : a. un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail, b. un contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opération pour la conduite en sécurité de l'équipement de travailleur, c. une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation

MESURES DE PRÉVENTION

Vérification des engins : Les différents rapports de vérification, initiale puis périodique ayant établi la conformité doivent être conservés à toutes fins utiles.

Stabilité des supports et solidité : Les équipements de travail et leurs éléments doivent être installés et pouvoir être utilisés de manière telle que leur stabilité soit assurée (Art. R4323-6).

Étude de sols, vérifications des fondations et du montage de grues à tour par organisme agréé.

Accessoires de levage : Les entreprises veilleront à mettre en œuvre les accessoires de levage spécifiques (palonniers, élingues, manilles, crochets, sangles, système de manutention treillis soudés, fourches à panneaux solaires, lève palette, palonnier à ventouse, containers spécifiques,....) afin d'assurer les manutentions en toute sécurité et selon les prescriptions du fabricant. Les accessoires de levage spécifiques feront l'objet d'un examen d'adéquation, d'un examen d'état de conservation et devront être éprouvés et homologués.

Les salariés devront être formés à l'élingage, et un chef de manœuvre devra prendre en charge la supervision des manutentions.

Limitations des interférences : Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes (Art R4323-30).

Le dispositif devra être vérifié avant sa mise en service et après chaque modification ou intervention. Les grues pourront être équipées de caméras et de radios afin d'assurer les manutentions en toute sécurité entre le chef de manœuvre et le grutier.

Prévention des renversements :

Dispositifs avertissant le conducteur en cas de dépassement de la charge maximale. Marquage : comme tous les équipements de travail, l'appareil de levage doit être identifié. En outre, l'appareil de levage doit comporter la charge maximale d'utilisation (CMU) indiquée en clair pour les appareils susceptibles de lever une seule charge maximale, sous forme de tableaux et de croquis pour les appareils susceptibles de lever des charges maximales d'utilisation à différentes portées. Notice d'instruction : en complément des informations prévues pour toutes les machines, la notice doit comprendre des indications relatives aux caractéristiques techniques (tableaux de charges, valeurs des actions sur les appuis et scellements, exigences auxquelles doivent répondre les voies de roulement, définition et moyen d'installation des

lestages), au contenu du carnet de suivi de la machine, aux conseils d'utilisation, aux instructions nécessaires pour effectuer l'aptitude à l'emploi lorsque la machine n'est pas montée, dans sa configuration d'utilisation, chez le constructeur)

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Dans un esprit d'ordre général et dans les cas précis où les manutentions sont réalisées manuellement, celles-ci doivent être spécialement étudiées (voir Memo pratique OPPBTP réf : A5 M 01 95 Les manutentions manuelles). Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent bénéficier :

- d'une formation sur les risques encourus,
- d'une formation pratique sur les gestes et postures.

Le port de charges ne doit pas dépasser 25 kg sinon le risque de développer des traumatismes lombaires ou autres maladies est nettement accru.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent prendre les mesures nécessaires afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Il appartient donc à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales et verticales (chariot, élévateur manuscopique...) et de faire apparaître dans son PPSPS le mode de manutention retenu.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

GROS OEUVRE pour grue à tour

CHAQUE ENTREPRISE pour grue mobile selon besoins

Lot chargé de l'entretien

CHAQUE LOT

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
TOUS STOCKAGES MATÉRIELS ET OUTILLAGES	Containers entreprises	Suivant le PIC (zone de stockage)	Extérieur selon PIC	TOUS LES OUTILS ET MATÉRIELS DOIVENT ÊTRE REMISE DANS UN CONTAINER VERROUILLE

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux de chantier GO (banches, étais, ferrillages, etc.. liste non exhaustive)	Zone de stockage plane, stabilisée et facilement accessible selon PIC du lot GO Les matériaux devront être stockés conformément aux notices fabricant de chaque matériaux et en prenant en compte les différentes contraintes	Selon PIC lot Gros Oeuvre - à répartir à proximité des postes de travail et à organiser à l'avancement	Extérieur selon PIC	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique
Menuiseries extérieures	Colis sur pupitres métalliques	Dans zone réservée à cet effet selon PIC lot Gros Oeuvre	Extérieur selon PIC	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique
Peintures / enduits PLâtrerie Menuiseries intérieures	Sur palette ou en colis Préférez stockage horizontal ou vertical stabilisé	Selon PIC lot Gros Oeuvre - à répartir à proximité des postes de travail et à organiser à l'avancement	A l'extérieur selon PIC A l'intérieur sur zone chantier / aucun stockage tampon accepté sur hall et palier escalier	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique Extincteur présent dans le local
Tous matériaux de construction - Maçonnerie - Charpente - Couverture - Bardage - Isolation - Matériel et matériaux divers	Aires destinées à stocker les matériaux.	Suivant évolution du PIC et de l'avancée des travaux	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique	Clôture en périphérie des aires destockage.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Procédure générale : Les entreprises doivent laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux avec évacuation en décharge publique, Les déchets seront enlevés chaque jour par les entreprises. En cas de manquement des entreprises, le Maître d' Œuvre ou le CSPS pourront demander à une entreprise extérieure spécialisée de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.

Les déchets devront être dans les bennes muni d'un filet pour éviter tout envol lié au souffle de l'hélicoptère de l' hôpital.

Le nettoyage des postes de travail devra être réalisé quotidiennement et l'évacuation des déchets à l'avancement.

Aucun déchets ne sera toléré hors zone chantier.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Chaque zone de travaux	Autant de fois que nécessaire (obligation de résultat)	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Lift/ascenseur/monte-charge/monte-matériau	Equipements à l'avancement de l'insatllation	Autant de fois que nécessaire (obligation de résultat)	GO au PRORATA	Chaque entreprise selon utilisation GO au PRORATA
Bennes avec tri	Cf Notice d'Organisation Chantier Selon PIC lot Gros Oeuvre : dans l'enceinte du chantier Emplacement permettant les échanges de bennes sans survol du chantier	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes. Évacuation autant de fois que nécessaire à la décharge publique	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE Définir un gestionnaire de benne lors du départ de l'entreprise GROS OEUVRE
Benne couverte	Cf Notice d'Organisation Chantier Selon PIC lot Gros Oeuvre : dans l'enceinte du chantier Emplacement permettant les échanges de bennes sans survol du chantier	Mise en place selon besoins Évacuation autant de fois que nécessaire à la décharge publique	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE Définir un gestionnaire de benne lors du départ de l'entreprise GROS OEUVRE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux. Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
TERRE POLLUEE	LOT VRD/GROS OEUVRE	<p>A Définir selon mode opératoire des lots concernés. Les moyens et les dispositions nécessaire pour assurer la protection des terres polluée et leurs stockages est à la charge des lots désignés.</p> <p>Prendre en compte le rapport de GINGER de Mai 2021 .</p> <p>L'ensemble devra nous transmettre son mode opératoire ainsi que l'excavation de la terre polluée.</p>	LOT DESIGNE	(Classe 1 - K1) a traiter avec les lots désignés.

3.5.2 Travaux divers

Pour tous les travaux de terrassement, les entreprises devront tenir compte des réseaux existants. Plans de récolement à demander au chef d'établissement si nécessaire (notamment pour les travaux de terrassement) ainsi que DICT à demander aux concessionnaires.

Travaux en hauteur :Le travail sur échelle et escabeau est interdit, les entreprises devront utiliser des PIR, gazelles ou escabeaux à garde corps intégrés (art. R4323-63 du Code du Travail). Cependant, il sera toléré l'emploi d'escabeaux uniquement en cas d'impossibilité technique (à préciser dans le PPSPS) et pour des travaux ponctuels et de courtes durées .L'utilisation du harnais de sécurité pour les travaux en hauteur devra être de courte durée et non répétitif , uniquement en cas d'impossibilité technique de mise en place des protections collectives (A préciser dans le mode opératoire du PPSPS)

Les équipements, matériels et protections individuelles devront être vérifiés et l'entretien de ces derniers certifié par la fourniture des PV de contrôle.En cas d'utilisation de nacelle automotrice, les conducteurs devront être habilités à la conduite de l'engin (recommandation CNAMTS R386) et en possession d'une autorisation de conduite de l'entreprisetout engin aura été contrôlé par un organisme indépendant (VGP)utilisation de l'engin selon les préconisation du constructeur

Travaux électriques :Les interventions sur matériels électriques devront faire l'objet d'une consignation de réseau en accord avec le maître d'ouvrage et maître d'œuvre.Toutes les mesures liées aux travaux

électriques devront être respectées (consignation, port des EPI adaptés, périmètre de sécurité, extincteur à proximité...).

CONSIGNATION DES RESEAUX

L'ensemble des travaux s'effectue sur installation consignée / inertée.

L'emprise du chantier doit tenir compte des risques potentiels électriques (ex : pas d'activité à moins de 3m des descentes de paratonnerres ...)

En complément de la consignation à réaliser par la MOA, le CSPS demande une double consignation le MOA désigne un seul et unique chargé de consignation pour prévenir toute mise en énergie inopinée et fait tenir à jour le synoptique de consignation

Les quitus de consignation doivent être consultables sur le terrain

Les entreprises doivent procéder à détection de réseaux /canalisation et vérifications d'absence de tension/pression en fonction des travaux à effectuer (ex : percement d'une paroi rendant les réseaux invisibles ...)

Un mode opératoire particulier pour les essais / mise en service doit être fourni pour rétrocession en Plan de Prévention

PPSPS – CAS PARTICULIERS

Les travaux non analysés dans le cadre de la Visite d'Inspection Commune initiale doivent faire l'objet à l'avancement d'additifs aux PPSPS.

Si ces travaux risquent de générer des risques pour la coactivité et la superposition de tâche

-> L'entreprise alerte expressément le MOA et le CSPS pour préciser les mesures à communiquer aux autres corps d'état. Ces mesures doivent être préalablement validées par le promoteur (impact planning, ...).

La règle s'applique pour tous travaux supplémentaires ou non prévus au contrat de base.

TRAVAUX PAR POINT CHAUD

Prévoir un extincteur adapté par poste de travail et écran de protection / Surveillance après travaux.

Les feux de toute nature sont interdits sur le chantier. Rappel des points de vigilance liés aux permis feu :

- Extincteurs adaptés et en nombre suffisant
- Personnel formé à l'emploi en toute sécurité des extincteurs
- Privilégier la protection collective et les rideaux anti-projection
- Eloigner tout produit inflammable
- Surveillance incendie avant la fin des travaux

PROTECTION INDIVIDUELLE

Casque, chaussure de sécurité , baudrier fluo, etc. / EPI suivant tâches.

Ils doivent être adaptés aux risques et aux conditions météo

Le chef de chantier est garant du port des EPI adaptés / suivant analyse de risque.

Le recours aux EPI contre les risques de chute de hauteur n'est que de dernier recours et est soumis à l'accord préalable de la MOA / MOE / OPC / CSPS / DIRECCTE Le mode opératoire à fournir démontrant notamment

- Intervention techniquement impossible à réaliser via la protection collective

- Intervention de courte durée
- Intervention sans caractère répétitif

-Les EPI doivent être conformes, vérifiés. Le personnel doit être formé à l'emploi en toute sécurité de ces EPI et apte médicalement.

Les risques de chute de grande hauteur étant considérés comme des Dangers Graves et Imminents (arrêté du 25/02/03), tout écart sera sanctionné par un arrêt de tâche.

Ces dérogations impliquent l'interdiction de toute coactivité pendant les opérations visées rappelées ci-avant.

Les EPI issus des recommandations issus des FDS sont à intégrer au PPSPS et à faire respecter EPI relatifs aux polluants (oxyde, etc...) à préciser au PPSPS

COACTIVITE

Pour prise en compte dans la planification et pilotage par MOA/MOE/OPC :

L'ensemble du chantier doit être balisé et signalé. Pas de travaux en juxtaposition ou en superposition. Tous travaux doit être décalés dans le temps ou dans l'espace.

Chaque entreprise doit s'isoler des autres intervenants par balisage & barriérage des postes de travail incluant le périmètre de sécurité correspondant à la zone d'effet des dangers qu'elle génère (ex : chute d'objet, projection, ...) . Y interdire l'accès aux entreprises n'intervenant pas sur ce poste de travail

Mettre en place des mesures efficaces afin d'interdire l'accès du personnel non dévolu à réalisation de votre poste de travail (barrière physique empêchant l'accès aux autre entreprises, ...)=>pas de coactivité dans les zones à baliser par chaque entreprise

Les balisages sont complétées par des moyens techniques et organisationnels définis par le MOA et l'entreprise afin d'assurer le respect d'interdiction à quiconque de pénétrer dans votre zone de travail et zone de danger associée

Les travaux susceptibles d'étendre des gênes en dehors de ces barrières physiques (produits dangereux, poussière, bruit, ...) doivent être organisés sans aucune coactivité et par interventions successives.

Les entreprises doivent éliminer les risques à la source (captation des poussières, emploi de produit non dangereux, ...) et communiquer aux autres intervenants les risques et les mesure à prendre (signalisation, zone interdite, ...)

Les travaux doivent être organisés par interventions successives =>Etat des lieux et élimination des risques avant enclenchement des travaux successifs=> Aucun danger ne doit perdurer après démobilitation d'une entreprise

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
-------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Ensemble de la zone bâtiment multi usage en rénovation	ETANCHEITE LOTS TECHNIQUES TOUS LOTS	Extincteur adapté à disposition sur le poste de travail Bouteilles de gaz dans rack de stockage	Arrêt de tâche 2h00 avant fin de poste et surveillance des zones de travail
Flocage	A définir lors de la période de préparation		Balisage des zones de travail Affichage d'interdiction d'accès hors personnel de l'entreprise	
Bruit	Ensemble des lots	Tous les lots.	Mettre en place les moyens nécessaires afin de diminuer le bruit > Hôpital présent à proximité immédiate.	

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les protections collectives seront installées, vérifiées (selon réglementations et recommandations) et entretenues par le lot GROS OEUVRE qui les a mis en oeuvre.

Les dispositifs de protections collectives seront conformes aux réglementations et recommandations des organismes de prévention en vigueur.

Les lots en charge de la mise en place des protections collectives provisoires se rapprocheront des lots en charge des serrureries définitives concernant les modalités de pose des équipements définitifs:

--> Veiller à maintenir la continuité des protections collectives

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier à la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment l'application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques propres encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la fin de son intervention.

--> Chaque entreprise devra informer la MOE des sécurisations nécessaires à son intervention afin d'anticiper la mise en place de protections collectives provisoires.

Les mesures de protection collectives sont systématiquement privilégiées aux protections individuelles. Elles sont définies pendant la période de préparation avec les entreprises concernées et sont évolutives suivant l'avancement du chantier.

Les mesures de coordination correspondantes sont mises en place de manière à intégrer l'installation des protections collectives utilisables par tous les corps d'état jusqu'à la réalisation des protections définitives et sans s'opposer à leur mise en place.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle doit les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier.

Chaque entreprise doit, à l'issue de ses travaux, rétablir sur les lieux un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Ces mesures seront définies dans les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé que l'entreprise remettra avant toute intervention.

TOUTE ENTREPRISE QUI DÉPOSERA DES PROTECTIONS COLLECTIVES POUR PERMETTRE SON INTERVENTION DEVRA PRÉALABLEMENT :

En demander l'autorisation au CSPS en présentant sa méthodologie de sécurisation de la zone concernée

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Balisage de l'emprise de la fouille Utilisation d'un blindage de fouille suivant la réglementation en vigueur	FONDATIONS SPECIALES TERRASSEMENT GROS OEUVRE	FONDATIONS SPECIALES TERRASSEMENT GROS OEUVRE
Tranchée	Balisage de l'emprise de la tranchée Utilisation d'un blindage de tranchée suivant la réglementation en vigueur	TERRASSEMENT GROS OEUVRE	TERRASSEMENT GROS OEUVRE
Rive de plancher	Protections collectives comprenant potelets avec lisse haute et intermédiaire et plinthe --> Se	GROS-OEUVRE --> Se rapprocher du lot MENUISERIES EXTERIEURES ou SERRURERIE pour modalité de pose : maintenir la continuité des protections collectives	GROS-OEUVRE
Trémie petite dimension	Platelage fixé sur le plancher	GROS-OEUVRE	Lot Gros oeuvre En phase lots secondaires, le lot utilisant la trémie
Trémie grande dimension	Trémie d'escalier protégée par un platelage muni de trappes d'accès Platelage fixe et rigide Garde-corps (potelets - lisse - sous lisses - plinthes) au pourtour	GROS-OEUVRE	Lot Gros oeuvre En phase lots secondaires, le lot utilisant la trémie

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Châssis en façade sur allège < 1m	Garde corps en protection collective fixe et rigide	GROS-OEUVRE --> Se rapprocher du lot MENUISERIES EXTERIEURES pour modalité de pose : maintenir la continuité des protections collectives	Lot Gros oeuvre En phase lots secondaires, le lot intervenant sur la baie
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protections collectives posées en tableau des baies restant en place jusqu'à la pose des gardes-corps définitifs	GROS-OEUVRE --> Se rapprocher du lot MENUISERIES EXTERIEURES pour modalité de pose : maintenir la continuité des protections collectives	Lot Gros oeuvre En phase lots secondaires, le lot intervenant sur la baie
Baie palière d'ascenseur	Protection fixe et rigide normé, ouvrable pour sortie depuis l'intérieur	GROS-OEUVRE	Lot Gros oeuvre En phase lots secondaires, le lot ASCENSEUR
Périphérie toiture terrasse	Potelets - lisses - sous lisses - plinthes Potelets et lisse métal + Filets nylon + Plinthe	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE ETANCHEITE
Gaine ventilation en toiture terrasse	Platelage fixé sur le plancher	GROS-OEUVRE	Lot Gros oeuvre En phase lots secondaires, le lot utilisant la trémie
Charpente	Privilégier l'utilisation de plateforme de travail réglementaire plutôt qu'une protection individuelle. Privilégier les assemblages au sol.	LOT CHARPENTE BOIS / METALLIQUE	LOT CHARPENTE BOIS / METALLIQUE

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Il est demandé de privilégier la mise en place d'équipements collectifs afin de répondre aux principes généraux de prévention.

Au vue des problématiques d'accessibilité au site et à la hauteur du bâtiment à construire, il est demandé

- aux entreprises la mutualisation des moyens de levage : grue GO/ Lift
- à MOE l'organisation d'un planning permettant la continuité des tâches
- à MOA l'acceptation de mise en oeuvre de l'ascenseur pour accès aux différents niveaux

Une convention de prêt sera signée par l'entreprise utilisatrice, cette dernière s'engage à ne pas modifier ni démonter le matériel mis à disposition.

La plate-forme VRD du bâtiment devra dépasser de 3,00 m environ de l'emprise du bâtiment pour la mise en place des nacelles bi-mâts, la circulation des nacelles et engins.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	En périphérie du ou des ouvrage(s), toute hauteur.	Selon planning travaux	LOT GROS OEUVRE / CHARPENTE / COUVERTURE / BARDAGE	LOT GROS OEUVRE / CHARPENTE / COUVERTURE / BARDAGE	LOT GROS OEUVRE / CHARPENTE / COUVERTURE / BARDAGE
Passerelles périphériques et échafaudage	A définir lors de la période de préparation	Suivant planning	Lot en charge de l'installation à définir lors de la période de préparation		
Nacelles bi-mâts	A définir lors de la période de préparation	A l'avancement des élévations	Lot en charge de l'installation à définir lors de la période de préparation		
Echafaudage intérieur	Echafaudages roulants	Travaux de second oeuvre et lots techniques	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	Sans objet
Mise en service anticipée monte-charge/ascenseur	A définir lors de la période de préparation		ASCENSEUR	ASCENSEUR	CHAQUE ENTREPRISE
Engin manutention au sol	A définir		CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	Sans objet

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Installation d'un branchement électrique provisoire de chantier vérifié par un organisme indépendant.

La distance entre le coffret électrique et le poste de travail ne doit pas excéder 25 mètres.

RAPPELS

L'ensemble des circulations doivent avoir un niveau d'éclairage compatible avec la prévention des risques de chute de plain pied - y compris pour les accès extérieurs et aux annexes et base vie. Aussi les horaires de chantier doivent être adaptés pour atteindre ces objectifs

Mise en œuvre et l'entretien de l'éclairage de chantier afin de prévenir toute zone d'ombre et risques de chute (en mode normal et mode dégradé)

-> Voir guide OPPBTP

Cela passe notamment :

- Les cheminements et zones de circulations extérieures et intérieures,
- Les zones de stockage et de montage,
- Les escaliers.
- Les accès base vie / zone de chargement

Les appareils d'éclairage ou projecteurs sont à disposer de manière à éclairer sans éblouir de façon gênante.

Il est rappelé que les installations provisoires d'éclairage doivent être conçues pour assurer en tout point les niveaux d'éclairement minimaux ; De plus, la tension de l'éclairage sera adapté en fonction des zones de travail spécifique

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison ENEDIS	Installation de chantier	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Armoire générale	Selon PIC lot Gros Oeuvre L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour : - réseau cantonnement - réseau alimentation des postes de travail - réseau éclairage circulation	Selon PIC	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Alimentation cantonnement	Coffret d'alimentation du cantonnement mis en place dans le cantonnement	Installation de chantier	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Alimentation grue à tour	A définir lors de la période de préparation	Installation de chantier	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE
Alimentation équipements façades	A définir lors de la période de préparation En pied de façade	Installation de chantier	LOT ELECTRICTE	LOT ELECTRICTE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	Mise en place de coffrets électriques de chantier en nombre suffisant Chaque coffret comprend notamment : - 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V - un bouton d'arrêt d'urgence coffrets fixés au mur (gaines techniques) ou déplaçable un coffret par niveau par cage d'escalier, tous les 20 m dans les parties communes.	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	LOT GROS OEUVRE	LOT GROS OEUVRE
Eclairage circulation verticale	Eclairage des cheminements et accès	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	LOT ELECTRICITE	LOT ELECTRICITE
Eclairage circulation horizontale	Eclairage des cheminements et accès	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	LOT ELECTRICITE	LOT ELECTRICITE
Eclairage de secours	Réparti aux accès et cheminements	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	LOT ELECTRICITE	LOT ELECTRICITE
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours et réparti aux différents postes de travail.	Selon avancement	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Interdiction de travaux superposés et/ou coactivité directe de zone d'intervention.

Concerne notamment :

- les risques liés aux manutentions
- les chutes d'objets, matériaux ou matériels
- les heurts entre engins de chantier, le personnel à pied
- les électrocutions par contact avec des câbles ou composants électriques sous tension
- les dangers occasionnés par des manœuvres imprévues

Toute dépose des protections collectives doit se faire sous EPI et mise en place de protection au moins équivalente --> Maintenir la continuité des protection

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux superposés	CHAQUE ENTREPRISE	Respecter planning et phasage D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, seront mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.	Dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, etc.. liste non exhaustive	CHAQUE ENTREPRISE
Terrassements de la plate forme	GROS OEUVRE	Au démarrage des travaux	Aucune coactivité	GROS-OEUVRE /VRD
Manutention	CHAQUE ENTREPRISE	Levage et manutention de charge lourde	Interdiction de manutention et levage au droit des zones de travail Aucune charge ne doit rester suspendue sur la zone chantier	GROS OEUVRE

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Façade	CHAQUE ENTREPRISE	Travaux en façade	Remblayer et stabiliser les abords des façades sur une largeur d'au moins 3 mètres avant pose des nacelles bi-mât SAS de sécurisation des accès	GROS OEUVRE
Menuiseries extérieures Bardage Panneaux photovoltaïques Sdb préfa	GROS OEUVRE Tous lots intervenant en FACADE Tous lots nécessitant des approvisionnements à l'avancement des élévations	Selon planification MOE Avant retrait de la grue GO	Interdiction de manutention et levage au droit des zones de travail Aucune charge ne doit rester suspendue sur la zone chantier	GROS-OEUVRE pour approvisionnement

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

ENGINS DE CHANTIER & MATERIELS

Balilage de la zone en tenant compte de la courbe de chute, y interdire l'accès des piétons

Le personnel sera en possession de l'autorisation de conduite de l'employeur et du CACES et l'engin sera à jour des vérifications périodiques exempt de réserves, tenues à disposition sur le chantier

Si livraisons par engins de matériel en toiture ou terrasse, ceux-ci devront être adaptés afin qu'il n'y ait pas de démontage des protections collectives provisoires

-> [mise en place de recettes sécurisées](#)

Vigie en permanence parfaitement visible du chauffeur d'engin pour s'assurer de l'absence de tiers à l'entreprise dans la zone d'évolution de l'engin

La vitesse d'évolution des engins doit être adaptée à la nature du terrain.

Charges, matériaux dépassants le gabarit du godet ou fourches (Pelles, manuscopiques)

-> [Fixation des matériaux, vigie tout au long du déplacement afin de sécuriser le transfert et bloquer la circulation si besoin](#)

Rappel des prérequis à l'emploi d'engins (liste non exhaustive)

- > Sol plan, stable avec niveau de compactage compatible avec l'évolution des engins utilisés
- > Surveillance de la zone / Interdire le personnel dans les angles morts / Eviter le risque de heurt / collision avec présence d'un homme trafic / manœuvres
- > Respecter les recommandations des fabricants d'engins / matériels
- > Flux engins et piétons distincts
- > Renouvellement d'air compatible lors des travaux avec engins thermiques
- > Vigie sur site pour guider et éloigner le personnel au sol
- > Interdire le déplacement des engins / véhicules en bord de fouilles

Les matériels, engins, véhicules, appareils doivent être conformes, vérifiés, entretenus, en adéquation avec les travaux réalisés.

Suivant la législation actuellement en vigueur, Le maître d'ouvrage organise les Vérifications Générales Périodiques pour les équipements mis en commun

- > Copie laissée dans le bureau de chantier.
- > A maintenir exempt de réserves
- > Justifier la levée des anomalies

Emploi multi engin à proscrire

- > Balisage des zones d'évolution des engins
- > Vigie pour éloigner le personnel des zones de danger

Proscrire l'emploi d'engins thermique dans une coque fermée et / ou avec un niveau de renouvellement d'air non compatible avec les travaux successif

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
-------------	----------------	----------------------	---------------------------	--------------

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Fondations	FONDATIONS SPECIALES GROS OEUVRE	Réalisation des fondations de l'ouvrage	Localisation et traçage des réseaux existantes Absence de coactivité Respecter les préconisations du géotechnicien DICT avant toute intervention. Balisage en périphérie des tranchées et des fouilles.	Blindage des fondations d'une profondeur supérieure à 1,30 m ou suivant la nature du terrain. Balisage en périphérie des fondations, en périphérie des fouilles pour massifs. Balisage en tête de talus Balisage matérialisé par des barrières HERAS, des barrières métalliques de 1m ou d'une clôture de type GIGAN en fonction de la hauteur de tranchée et son environnement.
Tranchées	VRD/ GROS OEUVRE	Réalisation des réseaux enterrés	Localisation et traçage des réseaux existantes Absence de coactivité Respecter les préconisations du géotechnicien DICT avant toute intervention. Balisage en périphérie des tranchées et des fouilles.	Blindage des fondations d'une profondeur supérieure à 1,30 m ou suivant la nature du terrain. Balisage en périphérie des fondations, en périphérie des fouilles pour massifs. Balisage en tête de talus Balisage matérialisé par des barrières HERAS, des barrières métalliques de 1m ou d'une clôture de type GIGAN en fonction de la hauteur de tranchée et son environnement.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Vide sanitaire	GROS OEUVRE + Lots techniques	Intervention pour réseaux horizontaux	Accès sécurisé et adapté. Eclairage à mettre en place. Pompage si présence d'eau avant toute intervention. Détection d'oxygène si cas particulier.	Assurez une ventilation naturelle qui garantit un renouvellement d'air suffisant dans les vides sanitaires accessibles. Vous aurez recours à une ventilation mécanique dans des cas particuliers. Constituez des équipes pour effectuer des travaux en vide technique, afin d'accélérer l'organisation des secours en cas d'accident. Pour votre installation d'éclairage électrique provisoire, traitez le vide sanitaire comme une « enceinte conductrice exiguë » d'un point de vue réglementaire. En cas d'utilisation de lampes baladeuses, vous respecterez les exigences spécifiques à ces équipements. En ce qui concerne l'alimentation de vos matériels électriques portatifs, optez pour une installation très basse tension de sécurité (TBTS) ou basse tension (BT). Veillez à ce que les sols des zones d'accès, de circulation et de travail soient drainés, nivelés et revêtus de matériaux sains. Sécurisez les conditions d'accès tant pour les personnes que pour les matériaux. Respectez également les gabarits de travail et

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Pose d'éléments préfabriqués	GROS OEUVRE BARDAGE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES Sdb PREFAB	Approvisionnement et pose	Travaux sans co-activité sur la zone	Balisage en sous-face de la zone Aucune possibilité de travaux superposés Sécurisation des ouvrages préfabriqués
Travaux en hauteur	CHAQUE ENTREPRISE	Tous travaux	Mise en place d'un échafaudage de pieds conforme à la réglementation en vigueur	P.V. de montage des échafaudages de pieds à produire
Ascenseurs	GROS OEUVRE ASCENSEUR	Elévation des murs Equipement machine intérieure de baie	Baies palières sécurisées	GROS OEUVRE à l'avancement des élévations ASCENSEUR lors de la pose des équipements

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE réalisera une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail.

Au cours de cette visite les points suivants seront évoqués :

- Accessibilité au site,
- Travaux en site occupé,
- Raccordement réseaux possibles.

LES CONTRAINTES LIEES A L'HELISTATION sont à prendre en compte suivant les trouées d'atterrissages et décollages, du fait d'une ou plusieurs grues à tour.

Le cône de vol dans le couloir des grues à tour sera suspendu pendant les travaux.

Les voies de secours devront restées libre sans encombrement y compris la route de Rouelles.

Les grues à tour devront être équipés de Balisage diurne et nocturne , limiteur de chariot & système d'interférences.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Depuis la route de Rouelles	Circulation routière / Route empruntée par les services de secours et bus.	Signalétique réglementaire de voirie. Selon réglementation CD89	CHAQUE ENTREPRISE	GROS OEUVRE
Environnement du chantier	Proximité de la zone urbaine / Hôpital et parc de Rouelles Présence de voie rapide avec 2 ponts situés au dessus de la route de Rouelles.	Présence de publique Voie de circulation	Sécurisation du chantier Panneaux réglementaire de chantier Information aux riverains	CHAQUE ENTREPRISE	GROS OEUVRE
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Ensemble du site	Site en exploitation : réseaux sous tension et en exploitation	Demander les plans des réseaux enterrés extérieurs et une consignation de l'ensemble des réseaux dès travaux dans l'existant.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec autre chantier	A définir selon démarrage chantier				

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Les VRD provisoires devront être réalisés avant démarrage des travaux comprenant l'installation de l'eau, électricité et eaux usées.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Création d'une voie carrossable	VRD préalable	VRD / GROS OEUVRE
Desserte intérieure	Création de cheminement piétons	VRD préalable	VRD / GROS OEUVRE
Eau potable	A partir du réseau existant	Installation de chantier	VRD / GROS OEUVRE
Eau usées	A partir du réseau existant	Installation de chantier	VRD / GROS OEUVRE
Electricité	Base vie / Installations provisoires de chantier / Chantier	VRD Préalable pour installation de chantier	VRD / GROS OEUVRE

5.2 CANTONNEMENTS

Les prescriptions en matière d'hygiène pour ces locaux sont définies dans le Code du travail aux articles R. 4534-138 à R. 4534-145.

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la carsat.

Le cantonnement sera raccordé en fluides et évacuations eaux usées

Un certain nombre d'éléments de l'installation de chantier est imposée par la maîtrise d'ouvrage eu égard des contraintes du site. Le plan d'installation devra comprendre les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- L'implantation de la zone vie
- L'implantation des zones de stockage ; (celles-ci devront être clôturées en barrières HERAS liaisonnées entre elles)
- Les moyens de levage envisagés ;
- Les cheminements possibles et autorisés ;
- L'implantation des raccordement électriques (coffrets) ;

En cas de présence de personnel féminin , prévoir des installations complémentaires spécifiques et exclusivement dédiées aux personnel féminin(sanitaire,vestiaires)

L'utilisation de sanitaire chimique est interdite. En cas d'impossibilité de raccordement, prévoir sanitaire sur fosse avec circulation d'eau

Un nettoyage quotidien sera maintenu pendant toute la durée des travaux

Prévoir installations sanitaires à l'avancement des élévations : wc + point de distribution eau potable tous les 5 niveaux max

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum par personne	Cantonnement suivant P.I.C.	Armoires vestiaires, chaises	GROS OEUVRE	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	GROS-OEUVRE au PRORATA
Réfectoire	Selon montée en charge des effectifs	Cantonnement suivant P.I.C.	Equipements et mobiliers nécessaire Frigo + micro-ondes	GROS OEUVRE	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	GROS-OEUVRE au PRORATA
Sanitaires	Sanitaires équipés de chasse d'eau papier hygiénique, savons liquides cabinet et d'un urinoir pour 20 hommes Séparations Hommes /Femmes	Cantonnement suivant P.I.C.	Lavabo avec eau chaude	GROS OEUVRE	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	GROS-OEUVRE au PRORATA
Sanitaires sur chantier	A définir selon avancement des élévations	5 niveaux max entre installations d'hygiène	Lavabo avec eau chaude	GROS OEUVRE	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	GROS-OEUVRE au PRORATA

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Douches	Selon montée en charge des effectifs	Cantonnement suivant P.I.C.	Des douches sont mises à disposition des travailleurs réalisant des travaux insalubres et salissants. La température de l'eau des douches est réglable. Le local est tenu en état constant de propreté, le sol et les parois du local des douches permettent un nettoyage efficace.	GROS OEUVRE	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	GROS -OEUVRE au PRORATA

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Bureaux	Selon montée en charge des effectifs	Cantonnement suivant P.I.C.		GROS OEUVRE		GROS -OEUVRE au PRORATA
Salle de réunion	Salle de réunion de 30m ² Un sanitaire indépendant Un bureau de chantier MOE Capacité à prévoir pour les réunions de CISSCT	Cantonnement suivant P.I.C.	Mobiliers et équipements selon Notice d'Organisation de Chantier	GROS OEUVRE	GROS-OEUVRE au PRORATA	GROS-OEUVRE au PRORATA

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Lavage botte	A mettre à disposition pour les salariés.	Cantonnement suivant P.I.C.		GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de non respect de la propreté des locaux, le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet y compris les évacuations des gravois aux frais des entreprises responsables.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot installateur de la base vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

Les entreprises doivent maintenir un état de propreté des installations de chantier et aucune détérioration ne devra avoir lieu.

En cas de présence de personnel féminin, les installations devront être conformes à la législation. Si les effectifs dépassent le nombre de compagnons prévisionnel, il conviendra d'ajouter des sanitaires complémentaires

D'une manière générale chaque entreprise est responsable de la bonne tenue des installations de chantier. En cas de dégradation elle doit immédiatement prévenir le lot chargé de la mise en place ainsi que le maître d'oeuvre.

Le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre fera faire le nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais de l'entreprise responsable en cas de manquement.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Les lots nécessitant l'utilisation d'un bungalows (préciser quantité, besoin en raccordements, type et surface du matériel) devront présenter leurs besoins pour validation et intégration au PIC de l'opération

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot Gros oeuvre (installation primaire) Lot CFA / CFO (coffrets de distribution)	Par un organisme agréé, lors de leur mise en service et à chaque modification ou extension

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Dès l'ouverture du chantier, La MOA/ MOE prendra contact avec le centre de secours pour signaler le début d'intervention et mettre au point, en liaison avec la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS, les dispositions spécifiques à l'intervention des secours. Cette mise au point permettra d'établir un plan général de secours, évolutif en fonction de l'avancement du chantier, qui précisera les accès, les parcours d'évacuation, la position des équipements de premiers secours et d'interventions. Prévoir un point de rassemblement le plus proche de l'entrée principale (voirie), celui servira de repère pour accueillir les secours

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Dans le bureau de chantier Téléphone portable de chaque chef de chantier ou responsable sur site	- Toujours accessible- Local non fermé	Sans objet	CHAQUE ENTREPRISE
Accès secours	Entrée principale au chantier Selon PIC	Mettre à disposition un salarié pour guider les secours	Affiche "en cas de secours"	GROS-OEUVRE CHAQUE ENTREPRISE dans son PPSPS
Point de rencontre	Selon recommandation SDIS à indiquer dans le PIC + Base vie		Affiche "en cas de secours"	GROS-OEUVRE CHAQUE ENTREPRISE dans son PPSPS

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Secouriste	<p>La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.</p> <p>Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an</p>	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	GROS-OEUVRE CHAQUE ENTREPRISE
Trousse de secours	<p>Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.</p> <p>Dans chaque véhicules entreprise</p>	Cf recommandations OPPBTP sur le contenu de la trousse de secours		CHAQUE ENTREPRISE
Défibrillateur	A définir emplacement dans la commune		Affiche "en cas de secours"	MOA/ MOE CHAQUE ENTREPRISE dans son PPSPS
Extincteur cantonnement	<p>Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire)</p> <p>Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.</p>	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux	GROS OEUVRE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Contrôle périodique	ELECTRICITE ECHAFAUDAGE ENGINS LIFT NACELLE BI MAT	Vérification Périodique Générale à relaiser par organisme indépendant	Affichage macaron organisme avec - Nom organisme - Date de validité	GROS OEUVRE CHAQUE ENTREPRISE
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.		CHAQUE ENTREPRISE
Colonne sèche (IGH)	A définir selon recommandation SDIS			

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

La soudure électriqueLa soudure au chalumeauLe découpage électriqueLe découpage au chalumeauLa lampe à souderL'outillage électriqueLe dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

(Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à demander au Responsable de l'opération.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Rappel : le travailleur isolé est une personne qui effectue un travail hors de vue ou de voix et qui ne peut être secouru dans des délais courts en cas d'accident

Les interventions par du personnel isolé sont interdites : toute situation ne pouvant permettre au personnel d'être vu ou entendu.

Dans le cadre de son obligation de sécurité à l'égard des salariés, il appartient à l'employeur, dès l'étape de l'évaluation des risques, de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades.

L'analyse des situations de travail peut éventuellement conduire à mettre à disposition des travailleurs des dispositifs d'alarme pour travailleurs isolés (DATI). La fourniture et le choix de ces équipements seront justifiés par leur adéquation avec la situation et leur cohérence avec les autres mesures mises en place dans le cadre des secours

Attention ! La mise à disposition d'un DATI ne peut se substituer aux mesures définies pour prévenir les risques et satisfaire à l'obligation générale de sécurité.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Conformément à la réglementation, le CSPS rappelle qu'il est interdit de démarrer les travaux sans avoir au préalable réaliser l'Inspection Commune et transmis le PPSPS

- Les entreprises doivent prendre contact 2 semaines avant le début d'intervention afin de réaliser une visite d'inspection commune.- Le PPSPS doit être transmis avant intervention.

En cas de sous traitance

--> Transmettre DC4 à MOA et MOE pour agréments sous traitants

--> S'assurer de la validation de l'agrément avant intervention

--> Organiser les IC et PPSPS des sous traitants après validation DC4 et avant intervention

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant

en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL

Règlement de CISSCT est joint en annexe (si opération de 1ère catégorie uniquement)

ANNEXES

Hôpital Jacques Monod - Construction du centre de Soins Médicaux et de Réadaptation

29 Avenue Pierre Mendès France
76290 MONTIVILLIERS

Liste des annexes
1 - Projet de règlement de CISSCT
2 - Panneau : En cas d'accident

9.1 Projet de règlement CISSCT

Chantier : Construction d'un centre de soins médicaux et de réadaptions.
Maître d'ouvrage : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE DU CISSCT :

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué à l'initiative du Maître de l'Ouvrage, conformément aux articles L 4532-10 et R 4532-77 du Code du Travail et au Décret 95.543 du 4 mai 1995.

Il cessera ses activités sur sa décision, au plus tard, à la réception des travaux.

Article 2 - LES MISSIONS DU CISSCT :

Les missions du Collège, définies par les articles L 4532-13 et R 4532-90 du Code du Travail sont, notamment :

- 2-1 : d'approuver le règlement du CISSCT.
- 2-2 : de définir les règles communes destinées à contribuer à la coordination des mesures prises pour assurer le respect des mesures de Sécurité et de Protection de la Santé applicables au chantier.
- 2-3 : de s'assurer de la suite donnée aux mesures retenues par les membres du CISSCT et de vérifier que l'ensemble des règles prescrites sont effectivement mises en œuvre, notamment lors des visites de chantier.
- 2-4 : d'examiner les accidents ou incidents du travail survenus sur le chantier et de participer à l'enquête des accidents graves.
- 2-5 : de proposer des formations de sécurité complémentaires et d'examiner les formations réglementaires dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail.
- 2-6 : de régler les difficultés qui pourraient subvenir entre ses membres.

Article 3 - RESPONSABILITE DU CISSCT :

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil, en application des autres dispositions du Code du Travail.
- Les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (article L 4532-14 du Code du Travail).

Article 4 - COMPOSITION DU CISSCT :

4-1 : Les membres ayant voix délibérative :

- 4-1-1 : Le Président du CISSCT, à savoir le Coordonnateur de Réalisation de la Sécurité et de la Protection de la Santé.
- 4-1-2 : Le Coordonnateur SPS de Conception, s'il est différent.
- 4-1-3 : Le ou les divers Maîtres d'œuvre intervenant sur le chantier, ou leurs représentants habilités.
- 4-1-4 : Les entrepreneurs. Le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-5 : Les sous-traitants : Le chef de chacune des entreprises sous-traitantes intervenant sur le chantier, ou son représentant habilité.
- 4-1-6 : Ne sont pas tenues de participer au CISSCT, les entreprises qui n'auront pas sur le chantier au moins dix travailleurs pendant au moins quatre semaines, à condition qu'elles n'exécutent pas des travaux à risques particuliers.
- 4-1-7 : Les travailleurs indépendants.

4-2 : Les participants ayant voix consultative :

Un représentant salarié de chacune des entreprises intervenantes (titulaires de marché ou sous-traitantes), effectivement employé sur le chantier et désigné par le CHSCT, ou par les délégués du personnel.
En l'absence de CHSCT ou de délégué du personnel au sein de l'entreprise, le représentant salarié sera choisi par les membres de l'équipe qui intervient sur le site.

4-3 : Peuvent assister aux réunions, avec voix consultative :

- L'agent de contrôle de l'Inspection du Travail ou son représentant.
- L'ingénieur en chef du service prévention de la (CARSAT ou CRAMIF) ou son représentant.
- Le secrétaire du comité régional de l'OPPBTP ou son représentant.
- Le ou les médecins du travail des entreprises qui interviennent sur le chantier. Ces dernières devront indiquer les coordonnées de leur médecin du travail au Président du CISSCT.
- Le Maître de l'Ouvrage ou son représentant.

4-4 : Nomination des représentants :

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au Président du CISSCT, au plus tard avant la réunion d'adoption du règlement.

Dans la mesure du possible, les représentants seront toujours les mêmes.

4-5 : Liste des membres :

Elle est tenue à jour et affichée sur le chantier par le président du CISSCT.

4-6 : Nota :

Le CISSCT peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé, inscrit à l'ordre du jour de sa réunion.

Article 5 - ATTRIBUTION DU PRESIDENT DU CISSCT :

- 5-1 : Il établit (ou entérine, s'il n'est pas le coordonnateur SPS de conception,) le projet de règlement qui précise le fonctionnement et les missions du CISSCT.
- 5-2 : Il s'assure de la continuité et de l'application de la coordination des mesures adoptées par le CISSCT et le respect des règles de santé et de sécurité du travail applicables au chantier.
- 5-3 : Il convoque les membres du CISSCT et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.
- 5-4 : Il diffuse et arrête l'ordre du jour des réunions.
- 5-5 : Il préside les réunions avec voix prépondérante, ainsi que spécifié à l'article 6 ci-dessous.
- 5-6 : Il signe et annexe les procès verbaux des réunions, après leur adoption par le CISSCT, dans un registre mis à disposition, sur le chantier, et les conserve pendant cinq ans après la réception de l'ouvrage.
- 5-7 : Il représente le CISSCT à l'égard des tiers pendant la période d'activité du CISSCT et a autorité, dans le cadre de sa mission, sur le personnel mis à disposition du CISSCT.
- 5-8 : Il répond par écrit aux observations formulées par les membres des CHSCT ou des délégués du personnel des entreprises intervenant sur le chantier.
- 5-9 : Il informe les membres du CISSCT de toutes ses actions, accomplies dans le cadre de sa mission de Président.

Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité simple des membres présents, ayant voix délibérative.
En cas de partage égal des voix, celle du Président emporte la décision.

Article 7 - CONVOCATION DU CISSCT :

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard quinze jours avant la réunion (sauf urgence), à tous les membres du CISSCT et aux participants.

L'ordre du jour, arrêté par le Président, est annexé à la convocation.

Article 8 - REUNION CONSTITUTIVE DU CISSCT :

Le Maître de l'Ouvrage convoque les membres du CISSCT et les participants à une réunion constitutive, qui doit se tenir au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 8-1 : L'adoption du règlement du CISSCT.
- 8-2 : L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière de santé et de sécurité.
- 8-3 : L'examen et la définition des règles communes nécessaires pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.
- 8-4 : La fixation de la date de la première réunion du CISSCT suivant l'ouverture du chantier, si cela est possible, sinon voir l'article 9 ci-après.

Le Président du CISSCT transmet le règlement, dès son adoption et à leur demande, à l'agent de contrôle de l'Inspection du Travail, à l'ingénieur du service prévention de la (**CARSAT ou CRAMIF**), au comité régional de l'OPPBTP.

Le procès verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du CISSCT est joint à cette transmission. Ce PV mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Article 9 - REUNIONS PLENIERES DU CISSCT :

- 9-1 :
- **Première réunion suivant l'ouverture du chantier :**

Le Président convoque par lettre, avec ordre du jour, tous les membres et tous les participants à la première réunion du CISSCT, prévue à l'article R 4532-85 du Code du Travail.

Cette convocation est faite dès le commencement effectif des travaux, lorsque deux entreprises au moins sont présentes sur le site.

- 9-2 :
- **Périodicité des réunions :**

Sans préjudice des dispositions des articles 8, 9 et 10, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente, selon une périodicité de trois mois. Ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé, il pourra être réduit sur proposition du Président si l'importance et la nature des travaux le justifie.

Chaque réunion est précédée d'une visite de chantier.

Le Président peut, en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière extraordinaire du CISSCT en dehors des dates initialement arrêtées, notamment sur la demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative.
- Du tiers des représentants du personnel.
- Eventuelle du Maître d'Ouvrage.

Ou dans le cas d'accident ou d'incident ayant des conséquences graves pour les ouvriers.

- 9-3 :
- **Objet des réunions plénières :**

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

En plus des points prévus aux articles 8 et 9, ces questions comprennent :

- L'approbation du procès verbal de la réunion précédente.
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la réunion précédente.
- Le résumé de l'activité de la période écoulée depuis la réunion précédente.
- Les suggestions et observations faites par les membres du CISSCT.
- L'examen des accidents ou incidents survenus sur le chantier et l'étude des accidents ou incidents survenus, dont une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le CISSCT.

Il est rappelé que chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du CISSCT, dans les quarante huit heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail entraînant un arrêt.

- Les prévisions d'activité pour le trimestre à venir.

Les délibérations du CISSCT sont consignées dans les procès verbaux établis par le Président du CISSCT et transmises, dans la semaine qui suit la réunion, à tous les membres du CISSCT, aux participants et au CHSCT ou aux délégués du personnel des entreprises.

Les procès verbaux font ressortir notamment :

- L'ensemble des décisions prises par le CISSCT.
- Les compte-rendu des visites de chantier.
- Les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L 4141-2 du Code du Travail, ainsi que les formations sécurité complémentaires décidées par le CISSCT.

Article 10 - REUNIONS RESTREINTES DU CISSCT :

Des réunions restreintes peuvent être organisées par le Président ou à la demande d'un membre du CISSCT pour examiner et étudier des mesures propres à résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du CISSCT, ne concernent qu'un nombre restreint d'entrepreneurs.

Les procès verbaux de ces réunions sont communiqués pour information et adoption à la réunion plénière suivante du CISSCT.

Article 11 - APPLICATION DES DECISIONS DU CISSCT :

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et, sans spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier, ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Les mesures et risques communs en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et des Conditions de Travail sont intégrés par le Coordonnateur SPS au Plan Général de Coordination et de Protection de la Santé.

Article 12 - MESURES DE FONCTIONNEMENT DU CISSCT :

La gestion financière de fonctionnement du CISSCT est assurée par le Maître de l'Ouvrage.

Les dépenses engagées par le CISSCT sont supportées au prorata des entreprises concernées.

En cas de défaillance de l'une des entreprises, les dépenses lui incombant seront prélevées par tout moyen à la convenance du Maître de l'Ouvrage.

Le CISSCT peut confier au Président la possibilité de saisir une entreprise affectée au chantier pour pallier à la carence d'une autre entreprise dont les moyens de sécurité et les règles de santé sont insuffisants.

Les frais engagés par la-dite entreprise seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.

Article 13 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES :

Tout différend entre les entreprises, à propos des mesures décidées par le CISSCT, fera l'objet d'une conciliation en réunion plénière.

Il en sera de même pour tout différend entre entrepreneur et membre du CISSCT avec voix consultative.

En dernier recours, il sera fait appel au Maître d'Ouvrage pour régler tout litige relatif à l'application du présent règlement, ou de décision prise par le CISSCT.

Article 14 - PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CISSCT :

Suivant les dispositions relatives au décret 95-543 du 4 mai 1995, précisant les modalités de fonctionnement du CISSCT, et plus particulièrement l'article 2 pour l'application des sanctions par les autorités administratives assermentées ; il est rappelé que des contraventions de cinquième classe peuvent être dressées pour toute infraction à la législation.

Dans le fonctionnement du CISSCT, son Président, à la demande du Maître de l'Ouvrage, prévoit, par ailleurs, l'application de pénalités pour :

- Absence du représentant de la direction d'une entreprise intervenant sur le site et dûment convoqué : XXX Euros.
- Absence du représentant salarié dûment convoqué : XXX Euros, à la charge de l'entreprise.
- Non application des décisions prises par le CISSCT : XXX Euros.

Le Président tiendra à jour un tableau des pénalités sur chaque procès verbal de réunion du CISSCT.

Le montant des pénalités sera prélevé, en temps utile, par le Maître de l'Ouvrage sur les situations de travaux émises par les entreprises et affecté à l'aide au financement de formation sur le chantier.

9.2 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: MONTIVILLIERS
RUE :29 Avenue Pierre Mendès France

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.35.30.00.63 .